

La V^e République avec Charles de Gaulle

La République nouvelle selon de Gaulle (1965)

« Depuis sept ans, après son effondrement devant l'abîme de la guerre civile et l'imminence de la faillite économique et monétaire, commença la marche en avant, par l'adoption d'institutions stables et efficaces, la coopération remplaçant la colonisation, le développement planifié, au profit de tous les Français, de notre économie, de notre équipement, de notre enseignement, de notre capacité scientifique et technique, bref, l'impulsion dans tous les champs d'action ouverts à nos forces vives; au-dehors, par une politique d'indépendance et d'équilibre, l'action menée partout en faveur de la paix, notamment en Asie où sévit une absurde guerre¹², l'effort entrepris pour recoudre notre continent déchiré, d'une part en poursuivant l'organisation de l'Europe occidentale, d'autre part en nouant avec les pays de l'Est des rapports multipliés, la présence, l'influence, la culture françaises s'affermissant dans toutes les parties de la terre.

« Est-ce parfait ? Est-ce complet ? Bien sûr que non ! puisqu'il s'agit d'une œuvre humaine. Mais cette œuvre-là, qui s'appelle le salut et le début de la rénovation, peut bien être décriée par les champions de la décadence. Elle n'en est pas moins évidente et reconnue du monde entier. Cependant, il faut qu'elle se développe et s'élargisse davantage encore.

« Oui ! La République nouvelle veut que le peuple lui donne demain, plus tard et toujours, une tête qui en soit une et que l'homme ainsi mandaté pour répondre du destin, notamment dans les jours graves, porte lui-même ses responsabilités.

« Oui ! La République nouvelle veut que notre pays continue d'avancer dans la prospérité, comme le prévoit la loi du Plan, de telle façon que les revenus de tous les Français s'accroissent avec le produit national, sur la base d'une économie concurrente de celle de tous les autres, d'une monnaie inébranlable et de budgets équilibrés.

« Oui ! La République nouvelle veut que la France, tout en restant l'alliée de ses alliés et l'amie de ses amis, ne pratique plus, vis-à-vis de l'un d'eux¹³, une subordination qui

¹² La guerre du Vietnam.

¹³ Les États-Unis.

ne serait pas digne d'elle et qui pourrait, en certains cas, la jeter automatiquement dans des conflits qu'elle n'aurait pas voulus.

« Oui ! La République nouvelle veut doter la France d'un armement nucléaire, parce que quatre autres États¹⁴ en ont un et que cela n'excède pas ses moyens, parce que, tout le monde sachant qu'elle ne menace personne, un pareil instrument revêt, pour sa défense, un caractère de dissuasion incomparablement efficace par rapport au système d'autrefois, parce qu'il ne nous coûte pas plus cher et nous permet de réduire de moitié la durée du service actif, enfin parce qu'à notre époque, atomique, électronique et spatiale, nous ne devons pas nous priver de tout ce que la recherche, la science, la technique, l'industrie françaises tirent et tireront, quant à leurs progrès et à leur activité, de cette nécessaire entreprise.

« Oui ! La République nouvelle, qui a déployé pour l'union de l'Europe occidentale de grands et incessants efforts en partie couronnés de succès, veut que l'édifice s'achève dans des conditions équitables et raisonnables; que l'agriculture française entre dans le Marché commun effectivement et sans que, par la suite, quelque commission dite supranationale et quelque règle de la majorité puissent remettre tout en cause; que, s'il s'agit un jour de bâtir une organisation politique des Six, la France ne risque pas, par l'effet de cette même procédure, d'être entraînée, sur notre continent, dans une action dangereuse et qu'elle n'approuverait pas [...] »

Charles de Gaulle, *Discours et Messages*, t. 4, Paris, Plon, 1970, p. 404–405.

Le 30 novembre 1965, dans la première de ses deux interventions à la veille du premier tour des élections présidentielles, le général de Gaulle dresse un bilan de sa politique et définit les orientations de la Ve République: autorité du chef de l'État, croissance de l'économie et des revenus, indépendance extérieure fondée sur la force nucléaire, union de l'Europe des Six sans supranationalité.

14 Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine.

Les événements de mai 1968

En 1968, l'université française, surencombrée, manque de maîtres et de locaux. Les études, démocratisées, ne mènent plus aux sommets de la société, d'où des frustrations. Les étudiants se heurtent à des règlements désuets, comme ceux qui refusent toute mixité dans les cités universitaires. Enfin, contre un pays trop paisible, le communisme ne fait plus rêver, et le romantisme révolutionnaire se porte vers le tiers-monde, de Mao à Che Guevara, du Viêt-Nam à Cuba.

Ces tendances culminent à Nanterre, campus triste jeté en banlieue, encore mal desservi, à côté d'un bidonville qui résume toutes les injustices sociales. La revendication de libre circulation dans la « cité U » se combine avec l'action de groupes « gauchistes » : maoïstes, trotskistes, anarchistes, tiers-mondistes, fort divisés, mais souvent confrontés aux attaques d'autres groupes, d'extrême droite ceux-là. Le mouvement se cristallise le 22 mars, autour d'un étudiant au fort charisme et à l'irrespect décapant, Daniel Cohn-Bendit. L'agitation est permanente. Le 3 mai, l'université est fermée. Dans le journal communiste l'Humanité, Georges Marchais fustige les « groupuscules » aventuristes. C'est là que le mouvement décolle.

Les étudiants viennent tenir meeting dans la cour de la Sorbonne, au cœur de Paris. Le recteur appelle la police. Le cycle provocation-répression-solidarité est enclenché. Un peu partout, étudiants et enseignants se mettent en grève, restent sur place, refont l'université de réunion en réunion. Le 10 mai, un défilé se heurte à la police. Des barricades de pavés sont élevées entre le Panthéon et le Luxembourg. La police en vient à bout, mais 500 interpellations et moult matraquages indignent l'opinion, jusqu'au très conservateur journal le Figaro et aux giscardiens. Il en naît un slogan abusif, « C.R.S. – S.S. », et l'appel des syndicats ouvriers à une grève de protestation le 13 mai, 10e anniversaire de l'émeute algéroise fondatrice du régime.

La France sens dessus dessous

De cette conjonction entre ouvriers et étudiants naît une grève inédite. Dix millions de Français arrêtent le travail. On refait non plus l'université mais le monde, sur des bases égalitaires et libertaires. L'Odéon, puis la Sorbonne, réouverte dans un but d'apaisement, deviennent des forums permanents, foires aux idéologies. Graffiti et affiches sérigraphiées proclament : « Il est interdit d'interdire » ou : « Prenez vos désirs pour des réalités. » Le général de Gaulle propose un référendum, mais on l'écoute pas. Le

Premier ministre Georges Pompidou pare au plus pressé, veut remettre le pays au travail. L'appareil communiste, hostile à tout mouvement qu'il ne contrôle pas, pousse à la négociation. Au ministère du Travail, rue de Grenelle, urne négociation aboutit, entre autres, à une hausse de 35 % du salaire minimum. Or, le 27 mai, les ouvriers de Renault refusent les accords, désavouant les syndicats. La grève générale continue.

L'apogée et l'effondrement

Le 28, François Mitterrand propose de mettre Pierre Mendès France à la tête du gouvernement provisoire si de Gaulle démissionne, et annonce sa candidature aux élections qui suivront. Giscard d'Estaing prône un gouvernement d'union nationale avec la gauche. Mais le parti communiste organise le 29 un défilé pour un « gouvernement populaire »; c'est fermer la porte à la solution parlementaire esquissée sans lui. Quant à de Gaulle, il disparaît, et Pompidou lui-même semble croire ce départ définitif. La confusion est à son comble. La France profonde se tait, mais est lasse des désordres, des barricades, des voitures incendiées.

Le 30, de Gaulle revient de Baden-Baden, base française en R.F.A., où il a rencontré le général Massu. À la radio, il parle de subversion, de totalitarisme, annonce des législatives anticipées. Ses partisans organisent un défilé sur les Champs-Élysées: c'est un raz de marée, 500 000 personnes. La parole est aux urnes, malgré les imprécations gauchistes (« élections, piège à cons »...), de dernières émeutes, trois morts le 10 juin. Les élections sont un triomphe du parti gaulliste, qui a la majorité absolue des députés. La gauche, déchirée, recule. Même si, à long terme, le visage de la société va changer, mai 68 aboutit à une première victoire de l'ordre établi. Une seconde suit en 1969, cette fois sur le réformisme gaullien; une partie de la droite ajoute ses voix à l'opposition de gauche: l'échec du référendum sur le Sénat et les régions entraîne le départ de De Gaulle. Une page est tournée.

L'après-mai

Largement battu dans les urnes, le mouvement continue dans la jeunesse.

En 1968, Nanterre voit encore deux jours de combats entre police et gauchistes. Les lycées s'agitent contre la condamnation sans preuve d'un lycéen parisien en 1971, contre une circulaire sur le retour à la discipline en 1972, la limitation des sursis d'incorporation en 1973 ou la réforme du secondaire en 1974...

La contestation prend des formes spectaculaires. Ainsi, en 1971, l'occupation du siège du C.N.P.F., ou le pillage de l'épicerie de luxe Fauchon et la distribution dans les bidonvilles des produits volés. Des intellectuels, comme Jean-Paul Sartre, servent de

caution aux jeunes militants. Au début de mars 1972, 400 000 personnes suivent l'enterrement de Pierre Overney, un jeune maoïste tué par un vigile de Renault. Mais la France ne tombe jamais dans le terrorisme d'extrême gauche, contrairement à ce qui se passe en Italie ou en R.F.A.

L'idée de révolution fait place à des contestations sectorielles. Féminisme (le M.L.F. date de 1970), libération sexuelle, écologie, régionalisme deviennent ses thèmes. Plusieurs motivations se mêlent parfois, comme pour la défense du Larzac contre la création d'un camp militaire, qui amène 150 000 personnes à Rodez en juillet 1972.

En fait, l'aspiration à la révolution s'épuise. Les contestations ponctuelles débouchent sur un réformisme efficace, la société se fait plus souple, plus permissive. Les déceptions devant les réalités de l'U.R.S.S., de la Chine de Mao, des « révolutions » tiers-mondistes jouent également. D'où l'évolution de bien des jeunes acteurs de mai 1968 vers le conservatisme, le mysticisme ou, comme Roland Castro et Bernard Kouchner, l'action humanitaire et gouvernementale...

Le retour de la gauche au pouvoir Mai 68, côté gaulliste

Durant les événements de mai 68, le pouvoir gaullien semble quelque peu pris de court, un flottement dont la gauche entend profiter. Le 27 mai, un meeting réunit au stade Charléty les organisations proches des gauchistes. Et le 28, François Mitterrand, invoquant la vacance du pouvoir, suggère la création d'un gouvernement provisoire et la tenue d'élections présidentielles anticipées auxquelles il entend se présenter. La réplique gaullienne ne tarde pas. Le 29 mai, le Général disparaît une journée durant pour se rendre à Baden-Baden auprès du général Massu. Le 30 mai enfin, il s'adresse aux Français lors d'une allocution radiodiffusée.

Françaises, Français,

Étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé, depuis vingt-quatre heures, toutes les éventualités, sans exception, qui me permettraient de la maintenir. J'ai pris mes résolutions.

Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple, je le remplirai.

Je ne changerai pas le Premier ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité, méritent l'hommage de tous. Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du Gouvernement.

Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale¹⁵.

J'ai proposé au pays un référendum qui donnait aux citoyens l'occasion de prescrire une réforme profonde de notre économie et de notre Université et, en même temps, de dire s'ils me gardaient leur confiance, ou non, par la seule voie acceptable, celle de la démocratie¹⁶. Je constate que la situation actuelle empêche matériellement qu'il y soit procédé. C'est pourquoi j'en diffère la date. Quant aux élections législatives, elles auront lieu dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier, en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens, ce sont l'intimidation, l'intoxica-

¹⁵ Les élections législatives sont fixées au 23 et au 30 juin.

¹⁶ Le général de Gaulle propose un référendum le 24 mai.

tion et la tyrannie exercées par des groupes organisés de longue main en conséquence et par un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard.

Si donc cette situation de force se maintient, je devrai pour maintenir la République prendre, conformément à la Constitution, d'autres voies que le scrutin immédiat du pays¹⁷. En tout cas, partout et tout de suite, il faut que s'organise l'action civique. Cela doit se faire pour aider le Gouvernement d'abord, puis localement les préfets, devenus ou redevenus commissaires de la République, dans leur tâche qui consiste à assurer autant que possible l'existence de la population et à empêcher la subversion à tout moment et en tous lieux.

La France, en effet, est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment et essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire. Naturellement, on le colorerait, pour commencer, d'une apparence trompeuse en utilisant l'ambition et la haine de politiciens au rancart. Après quoi, ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids qui ne serait pas lourd.

Eh bien ! Non ! La République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

Vive la République !

Vive la France !

C. de Gaulle, allocution du 30 mai 1968, DM, tome 4,
1966–1969, Paris, Plon, 1970, p. 292–293.

¹⁷ Allusion à la possible utilisation de l'article 16.

Mai 68, côté gauchiste

Le 22 mars 1968, les étudiants gauchistes, conduits par Daniel Cohn-Bendit, occupent la salle du Conseil de faculté de l'université de Nanterre. Ils se fédèrent par la suite dans le Mouvement du 22 mars qui joue un rôle déterminant dans les événements de mai. Dans un tract daté du 18 juin 1968, ce mouvement s'amuse à plagier l'appel du général de Gaulle.

Les chefs qui depuis le 13 mai 1958 sont à la tête des armées françaises ont formé un gouvernement. Ce gouvernement alléguant notre défaite s'est mis en rapport avec les chefs de l'OAS pour nous faire cesser le combat.

Certes, nous avons été submergés par les forces mécaniques, terrestres, aériennes et hertziennes de l'ennemi. Infiniment plus que leur nombre et leur matériel, c'est le martèlement des bottes sur les écrans de télévision et l'intoxication massive de la presse et des radios qui nous font reculer.

Ce sont les complicités manifestes et la rapidité des recours à l'illégalité qui nous ont surpris au point de nous amener où nous sommes aujourd'hui. Mais le dernier mot est dit? L'espérance doit-elle disparaître? Le recul est-il définitif? Non.

Nous qui vous parlons en connaissance de cause, nous vous disons que rien n'est perdu pour la révolution.

Nous avons encore de nombreux moyens de faire venir un jour la victoire car les étudiants ne sont pas seuls, ils ont l'ensemble de la classe ouvrière avec eux. Ils peuvent faire bloc avec elle pour tenir et continuer la lutte. Ensemble, étudiants et ouvriers, nous pourrions libérer et utiliser l'immense industrie des usines et des facultés.

Cette révolution n'est pas limitée à notre pays. Cette révolution n'est pas tranchée par les journées de mai. Cette révolution est une révolution mondiale. Toutes les fautes, tous les retards n'empêchent pas qu'il y ait dans l'univers tous les moyens pour écraser notre ennemi.

Atteint [sic] aujourd'hui par notre faiblesse mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force révolutionnaire supérieure. Le destin du monde est là.

Le Mouvement du 22 mars invite tous les révolutionnaires qui se trouvent en territoire français ou qui viendraient à s'y trouver avec leurs armes ou sans leurs armes, travailleurs et étudiants, à s'organiser.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la révolution populaire ne doit s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain comme aujourd'hui nous parlerons.

Mouvement du 22 mars, « Appel du 18 juin 1968 », cité in Claude Fohlen, *Mai 68, révolution ou psychodrame*, Paris, PUF, 1973, p. 59.

Mai 68 vu par la littérature contemporaine

Le 22 mars, tandis qu'à Nanterre les étudiants occupaient les locaux administratifs de leur faculté, moi, à Toulouse, je m'asseyais au volant de ma première voiture, une Volkswagen de 1961, de couleur « perlweiss », équipée de doubles pare-chocs, d'une batterie de six volts et d'un toit ouvrant en toile. C'était une reprise du garage, soixante-dix mille kilomètres au compteur, garantie familiale. Mon père avait supervisé la révision de ce véhicule avant la remise solennelle des clés dans son bureau. Il avait dit à peu près ceci: « J'espère que cette auto te conduira jusqu'au bac. » C'était bien là de l'humour paternel: concis, minimal, sinistre. Puis il avait ajouté sur un ton qui m'apparut plus professionnel: « Je crois qu'elle est de première. » Il adorait ce qualificatif et l'employait à tout bout de champ. Un repas était de première, une voiture, bien sûr, mais aussi un film, une journée, un match de rugby, un raisonnement ou tout simplement un con. J'avais donc une auto « de première », un formidable jouet d'émancipation, un missile de liberté qui me transportait de joie. À chaque accélération, j'écoutais siffler la turbine chargée de refroidir les quatre petits cylindres avec le sentiment d'être aux commandes de quelque chose qui me dépassait. Mais je sentais aussi que grâce à ce volant en bakélite, j'étais, pour la première fois, en mesure de diriger ma vie. Mon mouvement du 22 mars se résuma donc à un tour de ville, quelques kilomètres de route et un retour à la maison avec la même fierté que « celui-là qui conquiert la toison ».

Aux émeutiers, je dois une fière chandelle, celle de ce baccalauréat bouffon et enturbanné, offert sur un plateau par une caste que je voyais trembler pour la première fois. Je n'ai jamais aimé les professeurs. Je ne fais pas partie de ces repentis de la scolarité ou de l'université rendant un hommage tardif, voire posthume, à l'un ou l'autre de leurs anciens maîtres censés les avoir élevés au-dessus de leur condition en leur révélant les beautés de la littérature et les charmes des sciences physiques ou humaines. Tous les enseignants que j'ai croisés dans ma vie – instituteurs, professeurs, assistants, titulaires de chaire, remplaçants de pacotille –, tous étaient des rosses, des carnes, des baltringues lâches et démagogiques, imbus d'eux-mêmes, serrant la bride aux faibles, flattant la croupe des forts, et conservant jusqu'à la fin ce goût maniaque de la classification, de l'élimination, de l'humiliation. L'école ou la faculté ne me sont jamais apparues comme des lieux d'apprentissage ou d'épanouissement mais plutôt comme des centres de tri chargés de remplir, selon la demande, usines et bureaux. Aussi, lorsqu'en ce printemps le bonheur me fut donné, à moi, ignorant constitutionnel, cancre jusqu'à la moelle, d'étaler mes lacunes face à ces kapos tremblotants, je jurais, quoi qu'il arrive plus tard, de ne

jamais renier la grâce de ces moments-là. Il était impossible de ne pas avoir son baccalauréat en 1968. Amputé de ses épreuves écrites, l'examen se résumait à une méfiante poignée de main entre l'élève et le professeur, ce dernier félicitant systématiquement le premier pour la brillance et la concision d'un exposé qui parfois n'avait même pas été prononcé. Pour une fois, les petits douaniers du savoir furent contraints de relâcher leur vigilance, d'abandonner leur zèle et de laisser passer la lie des contrebandiers qu'en d'autres temps ils se faisaient une joie et un devoir de questionner, fouiller et refouler. Je me présentais tête haute devant mes examinateurs, qui me couvrirent d'éloges et de mentions. Comme au rugby, le pack des insurgés qui poussait derrière moi venait de me propulser derrière la ligne blanche qui matérialisait l'en-but de la faculté.

Outre les frissons de joie ressentis à l'occasion de ces inattendus face-à-face, je compris, grâce à ces oraux et au mouvement qui les avait imposés, que, dans la vie d'une société, tout était régi par des rapports de force. Si l'on était assez nombreux pour les inverser, les vautours sanguinaires d'hier se transformaient instantanément et comme par magie en une nuée d'insignifiants moineaux.

À la maison, ce mois de mai fut un mois comme les autres: triste, morne, silencieux. Malgré les grèves, mon père partait pour le garage tous les matins vendre son lot de Simca. Ma mère, elle, s'en allait remettre dans le droit chemin la prose impropre, le salmigondis littéraire qu'on lui soumettait quotidiennement. À table, nulle conversation sur les mouvements de rue, sur le bien-fondé de la révolte ou l'attitude du gouvernement. Simple, peut-être, ce mot de mon père devant les images des dépôts d'essence bloqués: « Cette fois je trouve qu'ils poussent un peu. » L'essence était à ses yeux plus sacrée que le sang divin. Sans essence, plus de voitures. Tout le monde, dans la famille, n'émettait pas des remarques aussi mesurées. Je me souviens notamment d'un dîner explosif, vers la fin du mois de mai, dans le jardin de la maison de ma grand-mère où nous vivions désormais. Dans la chaleur du soir et sous les ridicules ampoules multicolores que mon père avait accrochées aux branches du marronnier, deux clans irréconciliables s'étaient rapidement formés. Le premier regroupant les gaullistes fervents, avec mon impossible tante Suzanne, sa sœur Odile, ex socialiste, toujours professeur, et un couple de leurs amis, les Colbert, splendides spécimens d'anciens collaborateurs reconvertis à la realpolitik. Du côté des insurgés on trouvait bien sûr Jean, mon cousin, cohn-bendiste de la première heure, son père Hubert, qui par antigauillisme féroce jouait, comme il disait, « la carte du pire » pour faire tomber le Général, Dawson, méfiant vis-à-vis des gauchistes, mais aligné sur la ligne flottante du Parti, et moi, bachelier putatif, dernier des Mohicans, bouillonnant d'une sève brouillonne. Mes parents, comme toujours, hôtes silencieux, suivaient les débats d'une oreille absente. Jusqu'au moment où, exaspérée

par les considérations de ma tante Suzanne sur l'indispensable respect de la réussite, ma mère l'interrompt pour citer la Montespan d'une voix pleine d'équanimité: « La grandeur d'une destinée se fait de ce que l'on refuse autant que de ce que l'on obtient. » Tout le monde en resta bouche bée. Je crois bien que c'était la première fois depuis la mort de mon frère que ma mère prenait de cette façon la parole en public.

Ce n'est pas avec pareille doctrine que l'on fait avancer une société, osa un Colbert couperosé. On voit bien où sont en train de nous mener ceux qui, justement, en ce moment refusent le système.

Absolument, ajouta Suzanne. Dans une vie, tout est à prendre. Tout. Et si ce n'est pas toi qui le prends, une autre s'en emparera à ta place, alors...

L'extrême vulgarité intellectuelle de cette femme ramenait tout à la notion même de propriété et d'accumulation. Elle n'avait pas écouté ce qu'avait dit ma mère, elle avait seulement entendu le mot « refuser » qui recouvrait à ses yeux l'un des concepts les plus blasphématoires de la langue française. Il fut ensuite question de récupération, Jean s'attaqua aux lois aliénantes du « système » et son père théorisa avec sa légèreté coutumière sur le terme de « chienlit ».

C'est bien une expression de tapette de garnison...

Hubert, est-ce qu'il peut t'arriver de faire une phrase complète sans dire une grossièreté ?

Ma chère Odile, ex-socialiste, néogaulliste et future quoi, chabaniste ? pompidiste ? edgar-fauriste ? je vais te dire une bonne chose: un vichyssois comme moi – puisque tu aimes tant rappeler ce point d'histoire -, qui se l'est fait mettre aussi souvent et aussi profond par ton cher général, peut bien, en contrepartie, le traiter, de temps en temps, de tapette de garnison, non ?

Moi, en tout cas, je suis d'accord avec ma sœur, trancha Suzanne. Je trouve que de Gaulle a parfaitement posé le problème: le temps de la réforme est peut-être venu – je dis bien peut-être -, certainement pas celui de la chienlit.

Et c'est alors que je lançais cette réplique qui, pour manquer politiquement de substance, recouvrait une certaine réalité: Oui, mais, justement, nous, ce qu'on aime, c'est le bordel. Tout le monde se tourna vers moi comme si je venais de lâcher un énorme pet sonore. Du bout des doigts, Suzanne lissa ses paupières et, se tournant vers mon père, dit d'un ton affligé: « Comme disait maman, mon pauvre Victor, je crois bien qu'un jour cet enfant te fera pleurer des larmes de sang. »

D'une certaine façon, ma tante venait de faire preuve d'un certain talent prémonitoire si l'on veut bien considérer les événements qui allaient se produire quatre ou cinq jours plus tard.

Imperceptiblement, le mouvement s'anémiait. De Gaulle se préparait à aller chercher des garanties chez Massu, à Baden-Baden, la droite fourbissait son grand défilé, et l'essence, le tout-puissant carburant, la fiolle des foules, revenait dans les pompes. Tous les soirs cependant, des rassemblements de manifestants plus ou moins spontanés élevaient des barricades et s'accrochaient avec les CRS¹⁸. À Toulouse, les affrontements, pour être moins spectaculaires qu'à Paris, n'en demeuraient pas moins vifs et nombreux. N'étant pas encore à l'université, n'appartenant à aucun groupuscule, je traînais dans ces arènes dépavées et chlorées comme un touriste solitaire. Il y avait souvent des heurts sur les boulevards de Strasbourg et Carnot, des échauffourées violentes. Au son des grenades, les CRS chargeaient en troupeau, faisant s'égailler les manifestants les plus impressionnables dans les petites rues adjacentes, tandis que les anarchistes convaincus tenaient fermement leurs positions et ripostaient à coups de pavés et de cocktails Molotov. Il fallait être de marbre pour demeurer à l'écart de pareilles joutes et ne pas, à un moment donné, rejoindre le camp des insurgés.

En ce qui me concerne, je choisis de rallier leurs rangs en un lieu et en un moment pour le moins singulier. Ce soir-là, deux ou trois barricades avaient été élevées sur le boulevard Carnot et la police avait fait preuve d'une violence redoublée. Sonnés par les gaz et le bruit des explosions, nous nous étions regroupés vers la place Jeanne-d'Arc, à deux pas du garage de mon père, et l'endroit avait été prestement dépavé en prévision d'une nouvelle charge des compagnies républicaines de sécurité. Vers vingt-deux heures, après de nombreuses petites escarmouches, elles avaient donné un assaut qu'elles espéraient définitif.

Allez savoir ce qui se passa dans nos têtes ce soir-là. Allez savoir pourquoi, au lieu de nous enfuir dans les couloirs des rues attenantes, nous conservâmes fermement nos positions, ripostant avec une telle conviction que ce furent les gardes mobiles qui battirent en retraite. Dans l'affolement et la précipitation, un groupe de militaires étourdis s'engagea dans une rue fréquentée au centre de laquelle se trouvait le garage Simca de Victor Blick. Les plus au fait de la topographie locale, inversant pour une fois les rôles, lancèrent une charge contre cette troupe coupée de ses soutiens et qui commit l'erreur de se réfugier derrière les piliers de soutènement du bâtiment abritant la concession familiale. C'est ainsi que pavé après pavé, je bombardais la soldatesque mais surtout les lumineuses vitrines du garage paternel, qui, sous l'effet des impacts, explosaient les unes après les autres avec un bruit rappelant des vagues atlantiques s'écrasant contre les blocs d'une jetée.

18 Compagnie républicaine de sécurité – Francouzská pořádková policie.

Durant ce siège, je dois bien reconnaître qu'une part de moi-même criait aux émeutiers « Arrêtez, arrêtez, c'est le garage de mon père, un brave type qui vend juste des Simca à des travailleurs qui s'apprêtent à partir en vacances ! », tandis qu'une autre, moins indulgente, redoublait de violence et hurlait en citant Vaneigem: « Le désespoir de la conscience fait les meurtriers de l'ordre ! »

Au lendemain du siège je n'eus pas le courage d'accompagner mon père au garage et de faire semblant de partager son affliction. Je me contentais, le soir, d'écouter le compte rendu qu'il fit de ce saccage, sur un ton et en des termes, comme à son habitude, très mesurés.

Vers la mi-juin, le gouvernement décida de dissoudre les formations d'extrême gauche, la police fit évacuer la Sorbonne, l'Odéon, toutes les rues du pays, Renault vota la reprise et une large majorité de la nation plébiscita le Général.

Un mois plus tard, les forces du pacte de Varsovie remettaient la Tchécoslovaquie à la norme et la France faisait exploser sa première bombe H. Tout revenait à l'identique, et, pourtant, plus rien ne serait comme avant. Je m'inscrivis en sociologie à l'université du Mirail balbutiante et me préparai à une nouvelle vie.

Un an plus tard, le 28 avril 1969, désavoué par un référendum qui ressemblait à un péché d'orgueil, de Gaulle démissionnait de toutes ses charges. Tandis qu'en famille et devant la télévision, nous suivions sans grande passion le résultat de ces élections, mon père fit soudain un geste de la main comme s'il voulait saisir quelque chose qui passait devant lui, puis s'écroula sur la table, victime de son premier malaise cardiaque.

Jean-Paul Dubois, *Une vie française*,
Éditions de l'Olivier / Le Seuil, 2004, pp. 48–49.